

Nous intervenons pour l'Ecole Emancipée sur la situation dans l'Education.

Dans ce domaine aussi, le gouvernement déroule ses réformes comme un bulldozer. L'opportunisme de Blanquer et Vidal n'est plus à démontrer : liquidation du paritarisme, détricotage du bac à la faveur de la situation sanitaire, dynamitage des concours et de la formation des enseignant-es en plein confinement, Loi de Programmation de la Recherche sortie aux forceps pendant que les universités ont été mises à l'arrêt...

Nous sommes attaqué-es brutalement et de toutes parts, et il est impossible de colmater toutes les brèches, surtout dans un moment où le débat démocratique est entravé, et les capacités à mobiliser réduites.

Ces mauvais coups vont tous dans le même sens, usent des mêmes moyens et s'attachent aux mêmes objectifs : diviser, déqualifier, contrôler, jusqu'aux pratiques pédagogiques des enseignant-es par la promotion de méthodes, en particulier de lecture, par des programmes infaisables encore plus dans le contexte sanitaire. Les Etats Généraux du Numérique sont une autre pierre, plus insidieuse, à l'édifice de ce contrôle hiérarchique.

C'est en tout cas tout à fait ouvertement que des collègues sont violemment sanctionné-es pour s'être opposé-es à la politique éducative de Blanquer, comme les 4 de Melles. C'est aussi aux élèves que le pouvoir s'en prend, aux lycéen-nes qui se sont mobilisé-es, et même à des écolier-ières convoqué-es au commissariat à la suite de l'hommage à Samuel Paty, qui, rappelons-le, a été saboté en premier lieu par Blanquer lui-même. C'est enfin la liberté des enseignant-es-chercheur-euses qui est remise en cause par la LPR, qui par ailleurs pénalise l'occupation des campus.

La dimension autoritaire de ce gouvernement se dévoile y compris dans notre secteur, et contre la forme de syndicalisme que nous incarnons. Cet autoritarisme vise à empêcher la contestation d'une politique qui ne passe pas dans nos milieux, et risque de s'étendre. Car le but, et l'instrument, de toute la politique éducative sont la baisse drastique des moyens. C'est là le but de la réforme du lycée, l'explication du faux protocole renforcé, l'objectif de la réforme annoncée de l'Education Prioritaire, la raison de la montagne du Grenelle qui accouche d'une souris. C'est aussi l'objectif de la LPR qui prétend apporter des « moyens nouveaux » à l'enseignement supérieur alors qu'elle déshabille la recherche fondamentale et l'Université.

Dans nos métiers, le rejet des ministres Blanquer et Vidal est total. Dans le Supérieur, Vidal a réussi à se mettre à dos toute la communauté universitaire avec les derniers amendements de la LPR. Dans les premier et second degrés, on ne trouve plus personne pour soutenir Blanquer, pas même les chef-fes d'établissements. Du côté des fédérations de parents, et des organisations lycéennes et étudiantes, c'est la même chose. Il y avait bien Avenir lycéen, mais le scandale autour de cette organisation mafieuse éclabousse un ministre qui aurait été contraint de démissionner dans bien d'autres pays européens.

La période est difficile pour mobiliser, en raison de la pandémie notamment, mais force est de constater la volonté des collègues de témoigner de leur colère. Les actions des toutes dernières semaines dans l'Education, y compris dans le supérieur, l'ont montré : motions, grèves, même les rassemblements sont loin d'avoir été désertés.

Pour espérer emporter une bataille, notre syndicalisme doit monter d'un cran le niveau de conflictualité. La grève est une perspective d'action qu'il faut construire de manière fédérale, en tenant compte des contraintes de calendrier de chaque secteur, mais sans attendre. Soyons opportunistes nous aussi, profitons de la fragilisation des ministres Blanquer et Vidal. Profitons du

mécontentement général et des ressources de mobilisation mises en évidence encore très récemment par la contestation de la loi sécurité globale !